

N°1376

du 06
OCTOBRE
2020



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

INFRASTRUCTURES

P.3

Réhabilitation et renforcement des tronçons de la Nationale N°1

**140 km de Aouda à Kara se
préparent pour le démarrage**

ENVIRONNEMENT

P.3

Renforcement de capacités pour la transparence sur le climat

**Une unité de gestion du projet
se met en place**

INDUSTRIE

P.4

Par un prêt de la BOAD / Pour la contribution aux besoins en ciment

**Une nouvelle cimenterie
s'implante au Togo**

P.6 **Sous les ambitions du Président Faure**

DOGBÉ S'ENGAGE, TSÉGAN S'IMPATIENTE

*Le PND révisé comme socle de l'action
gouvernementale :*

- renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix ;
- dynamiser la création d'emplois ; et
- moderniser le Togo et renforcer ses structures



La P.M. Victoire S. Dogbé et la P.A. Yawa C. Tségan, le jour du vote

P.3 Promotion du travail décent

Travailleurs pauvres

un taux de 52,7% au Togo

P.4 35ème journée mondiale de l'habitat

Habitat et cadre de vie décent

Le Togo dresse le bilan

AZIMUTS INFOS

Voici ce qu'il se passe quand une voiture électrique prend feu

Performances, émissions de CO2 et plus largement, niveaux de pollution... Voitures électriques et voitures thermiques sont sans cesse comparées. Cette fois, des chercheurs se sont demandé ce qu'il se passerait si une voiture électrique venait à prendre feu. Serait-ce plus dangereux que dans le cas d'une voiture thermique ? La réponse en vidéo.

Elles sont de plus en plus nombreuses sur les routes de France et du monde. Avec la diversification de l'offre et la baisse des prix, les voitures électriques se font peu à peu une place sur le marché. Soulevant ainsi de plus en plus de questions quant à leurs performances ou à la pollution qu'elles génèrent. Mais aussi quant aux risques qu'elles pourraient représenter en cas d'incendie, par exemple. Et notamment dans un lieu fermé, un tunnel routier ou un parking souterrain.

Pour y voir plus clair, des chercheurs du Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (Empa - Suisse) ont volontairement mis le feu à des modules de batterie pour voiture électrique dans une galerie d'essai. Ils ont, plus précisément, simulé -- à l'échelle 1/8e -- des incendies sur une petite voiture électrique avec une batterie complètement chargée de 32 kWh.

Des tests dans différentes conditions

D'abord dans des conditions rappelant celles d'un parking fermé, sans ventilation mécanique. Puis dans celles qui peuvent exister lorsque le parking est équipé d'un système de gicleurs. Enfin, dans des conditions semblables à celles d'un incendie se produisant dans un tunnel avec ventilation.

Les chercheurs de l'Empa se sont attachés à analyser la répartition de la suie sur les surfaces et sur les combinaisons de protection portées par les pompiers. Ils ont aussi étudié la toxicité des résidus sur les surfaces et dans l'eau et les éventuels dommages liés à la corrosion, plusieurs mois plus tard.

Pas plus de danger qu'avec une voiture thermique

Des différences ont été observées selon les scénarios. En présence d'un système d'arrosage, les murs et les plafonds ont par exemple été moins touchés par les suies et les fumées qui se sont concentrées sur les sols. Mais plus généralement, d'un point de vue thermique, une voiture électrique en feu ne représente pas plus de danger qu'une voiture classique elle aussi en feu. Même l'acide fluorhydrique -- un acide particulièrement corrosif et toxique --, souvent considéré comme un danger particulier des batteries en feu, est resté dans des concentrations inférieures aux valeurs critiques établies. Et les systèmes de ventilation actuels se sont montrés tout à fait adaptés à évacuer les fumées générées par un feu de batterie électrique.

Un point sensible est toutefois souligné par les chercheurs. Les eaux d'extinction et de refroidissement -- qui servent au moment de la lutte contre l'incendie, mais aussi du stockage de la batterie brûlée -- ressortent fortement contaminées. La charge chimique de l'eau d'extinction dépasse même les valeurs limites suisses pour les eaux usées industrielles d'un facteur 70. Et les chercheurs ont même enregistré un facteur 100 pour l'eau de refroidissement. Il est donc important que ces eaux subissent un traitement avant de s'écouler dans le réseau.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication

Hugue Eric
JOHNSON

Directeur de la Rédaction

Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme

Guillaume BOGLA

Exposition

L'expo ensablée de Bob Atisso toujours en cours

" Il y a, à Lomé, un sculpteur d'étranges paradoxes, il réalise sur les plages et aussi en d'autres lieux de l'immense, d'impressionnants colosses qui semblent plus éternels encore que le temps lui-même", écrit Jacques Bonnaval, ancien directeur du Centre culturel français de Lomé.

Bob Atisso réalise ses sculptures de sables depuis 2009, puis une carrière internationale qui l'emmènera pour porter haut et fort les couleurs du Togo aux quatre coins du monde: Russie, Danemark, Allemagne, Canada, Inde, Japon, Côte d'Ivoire... et tant d'autres jusqu'au titre de vice-champion du monde en



2014 à Taiwan.

Il a découvert sa vocation dans le

domaine de la sculpture sur sable en s'inspirant d'un feuilleton brésilien,

Femmes de sable, rapporte notre confrère Togocultures. " En tuant le temps sur le chantier de mon père un jour, j'ai dessiné un visage humain qui a émerveillé mon entourage. Tout est en fait parti de là, dans la mesure où j'ai eu à produire par après d'autres réalisations similaires", souligne-t-il, même s'il reconnaît volontiers que les œuvres de Marcos Frota incarnant Tonio de la Lune dans le feuilleton télé " Femmes de sables" lui sont restées dans l'esprit.

Les sculptures exposées à l'Institut Français de Lomé sont impressionnantes de réalisme.

7 SEPT. / 22 OCT. - LOMÉ

Théâtre

La Fabrique de fictions #1.2

La Fabrique des fictions, résidence/festival propose de faire du territoire urbain de Lomé le centre de la fiction dramatique. Les auteurs sont invités à Lomé pour parcourir, découvrir et écrire une pièce de théâtre (une fiction) en s'inspirant d'un lieu déterminé de la ville. Ces textes sont mis en scène l'année d'après.

Ainsi, en mars 2019 l'autrice franco-marocaine Sarah Mouline a travaillé sur l'ancien hôtel Périgord. L'auteur Giovanni Houansou du Bénin s'est intéressé au village de pêcheur Katanga. Elemawusi

Agbedjidji du Togo a entamé un travail d'écriture qui mêle le mina et le français dans une fiction qui se passe au carrefour Dékon, centre névralgique du commerce de tout genres. Cette année, du 14 septembre au 8 octobre 2020, les différents textes seront mis en scène, puis présenté au public du 9 au 14 octobre 2020.

Né en 1985 à Lomé, Togo, Elemawusi Agbedjidji est auteur, acteur et metteur en scène. Il débute le théâtre en 2004 et se forme au jeu, à la scénographie, à la mise en scène, à l'écriture et à la performance auprès notamment de Carole Fré-



chette, Muriel Gerstner, Koffi Kwahulé, Stéphane Rougemont ou

Anne Tismer.

9 OCT. / 16 OCT. - LOMÉ

Exposition

Près de 5 000 visites à l'exposition Regard sur le Togo

A Guingamp, l'exposition " Regard sur le Togo" du plasticien togolais Didier Ahadjji connaît un boom de visiteurs alors qu'il prendra fin ce dimanche. Prochaine destination, le domaine de La Roche-Jagu L'expo a débuté le 3 juillet dernier en pleine pandémie du covid-19. Durant trois mois, du 3 juillet au 4 octobre, l'exposition Regard sur le Togo a suscité l'intérêt du public. Près de 5 000 visites ont été comptabilisées. Des adultes, dont " certains sont revenus parfois à quatre ou cinq reprises. À chaque fois, c'est comme s'ils redécouvraient l'exposition", indique Jean-Yves Augel, commissaire

de l'exposition. Et aussi des jeunes. " Toute l'école Divan, des étudiants de l'UCO, des sixièmes du collège Camus, l'école de Boquého", énumère Lydie Cado, assistante au pôle culturel de la ville de Guingamp.

Après de grandes villes mondiales telles que La Havane, Hambourg, Milan, Tokyo ou Paris, et maintenant Guingamp, l'exposition va poursuivre son itinérance. Prochaine destination, le domaine de La Roche-Jagu, du 17 octobre au 3 janvier. Avec 55 pièces exposées au lieu de 40 à Guingamp. " On ajoutera un focus sur la mode et ses métiers. Un podium sera



reconstitué pour l'occasion", annonce le Guingampais, fier d'avoir reçu, au même titre que le maire de Guingamp, un courrier de féli-

citations de l'ambassadeur du Togo en France. Une délégation de la diplomatie togolaise est d'ailleurs attendue à La Roche-Jagu.

Nécrologie

Le créateur japonais Kenzo Takada meurt des suites du Covid-19

Le plus célèbre des créateurs de mode japonais, Kenzo, est mort dimanche des suites du Covid-19 à l'âge de 81 ans, a annoncé un porte-parole. Kenzo Takada était le premier styliste japonais à s'être imposé à Paris, où il a fait toute sa carrière et a rendu célèbre son prénom.

Le créateur, qui avait vendu en 1993 sa marque de vêtements au géant LVMH et s'était retiré de la mode six ans plus tard, est connu pour ses imprimés graphiques et floraux. Le créateur au look d'éternel adolescent avait lancé en début d'année une ligne de design.

Né le 27 février 1939 à Himeji près d'Osaka, Kenzo Takada se passionne pour le dessin et pour la couture, enseignée à ses soeurs. Il arrive en France en 1965, par bateau dans le port de Marseille, et monte vers Paris, qui le fascine. Lui qui pensait n'être que de passage s'y installe définitivement.

Sa première collection date de 1970, conçue depuis une boutique de la Galerie Vivienne. Il déménage en 1976 vers un lieu plus grand, place des Victoires, et fonde sa marque sous son seul prénom.

Sa première ligne pour hommes date de 1983, son premier parfum



(Kenzo Kenzo) de 1988. En 1993, la griffe est rachetée par le groupe de luxe LVMH. Kenzo Takada quitte

la mode en 1999, pour des projets plus ponctuels.

Promotion du travail décent

Travailleurs pauvres, un taux de 52,7% au Togo

Late Pater

Le document de Programme Pays de promotion du Travail Décent (PPTD) fait le tour du Togo, dans les chefs-lieux des régions. Son contenu et les résultats de l'étude diagnostique sur les besoins en compétences sur le marché du travail réalisée en 2019 sont ainsi disséminés à l'intention des autorités locales, administratives, des chefs de services et autres acteurs. Cette démarche d'échange et de partage

est initiée par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), appuyée par les directions de la Jeunesse et de l'emploi des jeunes, de la Fonction publique et le Bureau International du Travail (BIT). Objectif : diffuser les informations sur le marché du travail au Togo et informer les acteurs locaux sur la dynamique du marché du travail au Togo. Au-delà, il s'agit aussi de faciliter la prise de décision en emploi et formation.

Le PPTD couvre la période 2019-2022 et répond aux aspi-

ration des travailleurs qui espèrent avoir un emploi productif, vivre dans de bonnes conditions, travailler en sécurité avec dignité et dans la liberté. Il comporte trois axes essentiels : le premier est relatif à l'emploi et porte sur la promotion de l'emploi décent pour les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap ; le deuxième est consacré à la protection sociale et mentionne le renforcement et l'extension de la protection sociale ; et le troisième axe est lié à

la promotion des normes du travail à travers le dialogue social. A en croire le président du comité de formalisation du PPTD, Bassowa Tchatcha, une bonne mise en œuvre de ce programme améliorera les conditions de vie des travailleurs et même des employeurs et impactera positivement sur la réalisation du Plan national de

développement du Togo.

En attendant, par la tournée, les acteurs locaux sont renseignés sur les résultats des études réalisées sur le marché du travail en termes d'indicateurs de travail décent et de profil pays au Togo, des besoins en compétences dans le domaine de la logistique et des transports ainsi que des dispositifs de suivi et éva-

luation des programmes emploi jeunes. Ces résultats que le taux de chômage est de 3,9% au niveau national, celui des travailleurs dont les conditions ne sont pas réunies pour les sortir de la pauvreté (on parle de travailleurs pauvres) est de 52,7% et le taux de l'emploi informel au niveau national est d'environ 91%.

Réhabilitation et renforcement des tronçons de la Nationale N°1

140 km de Aouda à Kara se préparent pour le démarrage

Jean AFOLABI

Sur la route nationale N°1, le tronçon Aouda-Kara, long de 140 kilomètres, va être réhabilité et renforcé. A la suite de Atakpamé-Bliitta-Aouda. C'est ce que prévoit le ministère de la Planification, du développement et de la coopération – devenu **ministère du Plan et de la coopération**, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui à la compétitivité des services logistiques pour le commerce. Pour y arriver, il est prévu (i) **une actualisation** des études technico-économiques, et (ii) **la réalisation** du Plan d'action de réinstallation (PAR), y compris les aires de dégagement ; les deux suivis de l'élaboration du dossier d'appel d'offres pour les travaux de réhabilitation et de renforcement de la route nationale.

Particulièrement, pour ce qui est de la réinstallation des riverains, une consultation devra se charger : d'identifier avec précision les impacts sociaux négatifs, les personnes affectées et déterminera les mesures à appliquer pour éviter, réduire ou compenser ces impacts ; et d'établir les méthodes pour la consultation et l'implication du PAP, le mécanisme pour la gestion de la résolution des griefs, les dispositions institutionnelles pour l'exécution du Plan d'actions de réinstallation (PAR).

Dans le domaine des infrastructures routières, estime la présidence, le Togo a fait des pas de géant. La modernisation du réseau routier a transfiguré le visage de Lomé, la capitale et l'intérieur du pays. Plus de 680 milliards de francs Cfa ont été investis dans ce secteur de développement. Ainsi, le pays dispose de 11 777 km de réseaux routiers, dont environ 2 101 km de routes nationales revêtues et 1 473 km de voiries urbaines, 1294 km de routes nationales non

revêtues et 6802 km de pistes rurales. Ces réalisations ont permis de porter le taux des routes en bon état de 18 à 29% et de réduire le taux des routes en mauvais état de 49 à 40%. L'ambition, selon la présidence, est d'atteindre 60% de routes revêtues à l'horizon 2025, à travers des projets de réhabilitation du corridor de développement, de construction et de réhabilitation des voies transversales et de désenclavement.

Depuis le 28 février, dans un partenariat public-privé, le gouvernement a entrepris les travaux d'aménagement et de modernisation de la voie Avépozo-Aného, un tronçon d'environ 20 km qui constitue une partie importante du corridor Abidjan-Lagos. A terme, la voie sera élargie pour en faire 2x2 voies avec une bande d'arrêt d'urgence. Dans la même dynamique, il est prévu la construction de l'autoroute de l'Unité (Lomé-Cinkassé) et

l'aménagement des tronçons de la nationale n°1, notamment Aouda-Kara et Sarakawa-Kanté.

Un programme est déployé pour la poursuite effective des travaux de construction de la route Lomé-Vogan, la construction des axes routiers Lomé-Kpalimé (la nationale n°5) et Notsé-Agou ainsi que la construction et la réhabilitation des voies urbaines de la capitale et des autres villes du pays. Les travaux de dédoublement de la nationale n°5 ont déjà démarré. Le chantier prend en compte la construction et la mise en 2x3 voies du tronçon Todman-Zanguera (15 km), 2x2 voies sur le tronçon Zanguera-Noépé (8km) et en une chaussée de 2 voies entre Noépé et Kpalimé longue de 91 km. Le projet intègre également la construction de trois bassins de rétention d'eau à Todman, Ségbé et Adidogomé, et les travaux de réaménagement de la voirie de Kpalimé.

Après Lomé / Face aux soucis d'inondations et de sécheresse

Les pays du bassin de la Volta se concertent sur un système d'alerte précoce

Jean AFOLABI

Les pays du bassin de la Volta, que sont le **Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo**, sont confrontés depuis quelques années aux effets néfastes des changements climatiques – à l'instar des autres pays de la sous-région – qui entraînent des phénomènes extrêmes comme la sécheresse et les inondations accompagnés d'importants dégâts dont des pertes en vies humaines. Lundi 28 septembre, a rapporté le confrère de l'Agence ivoirienne de presse (AIP), ils se sont retrouvés à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en un atelier technique de présentation des résultats et recommandations de l'évaluation

des capacités et besoins en matière de prévision et d'alerte.

Pendant deux jours, il s'est agi d'examiner et de consolider le projet d'analyse de base sur les systèmes d'alerte précoce et les recommandations pour l'élaboration des risques d'inondation et de sécheresse afin de parvenir à une compréhension commune des lacunes, des limites et des opportunités de chaque élément du système d'alerte précoce en identifiant les actions réalisables à mettre en œuvre dans le cadre du projet Volta.

L'atelier d'Abidjan s'inscrivait dans la tenue d'ateliers nationaux dans les pays membres du bassin de la Volta sur le projet «**Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et**

Renforcement de capacités pour la transparence sur le climat

Une unité de gestion du projet se met en place

Un(e) coordinateur(trice) technique national(e) du projet, un conseiller technique du projet, et un(e) assistant(e) administratif(ve) et financier(ère), c'est ce que le ministère de l'Environnement et des ressources forestières cherche à mettre en place pour la mise en œuvre du Projet «**Initiative de renforcement de capacités pour la transparence (IRCT/CBIT)**», avec l'appui financier du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Dans le cadre de sa mise en œuvre, il a été mis en place, par arrêté du ministre de l'Environnement des organes de gestion, dont une Unité de gestion du projet (UGP).

A terme, l'objectif d'un tel projet est de permettre au Togo d'évaluer et de donner une image claire de la situation des gaz à effet de serre, émis ou absorbés. Il est souligné que les plus grands défis à relever constituent les changements climatiques. Au Togo, précision du ministre de l'Environnement, plusieurs instruments ont été ratifiés et des outils élaborés dans ce domaine, notamment les communications sur les change-

ments climatiques, les plans nationaux d'adaptation, les rapports biennaux actualisés et tout dernièrement les Contributions Déterminées au niveau National (CDN), avec l'Accord de Paris. «*Tous ces documents ont été réalisés avec des lacunes, des faiblesses et des contraintes aussi bien au niveau institutionnel que technique*», indique-t-on officiellement.

Pour aider le Togo tout comme certains pays africains, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a décidé de renforcer les capacités institutionnelles et techniques du pays pour lui permettre d'assurer ses responsabilités de transparence sur le climat et de relever ses niveaux d'ambitions et tendre vers une limitation de réchauffement global de la température en deçà de 2°C voir 1,5°C. Le cadre de transparence des mesures vise à fournir une image claire des mesures relatives aux changements climatiques à la lumière de l'objectif énoncé par la Convention, notamment en éclairant et en suivant les progrès accomplis par chaque Partie en vue de s'acquitter de sa contribution déter-

minée au niveau national, et de mettre en œuvre ses mesures d'adaptation, notamment les bonnes pratiques, les priorités, les besoins et les lacunes, afin d'éclairer le bilan mondial.

Plus précisément, chaque Partie est tenue de fournir les informations suivantes : a) un rapport national d'inventaire des émissions anthropiques par les sources et des absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre, établi selon les méthodes constituant de bonnes pratiques adoptées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et convenues par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris; b) les informations nécessaires au suivi des progrès accomplis par chaque Partie dans la mise en œuvre et la réalisation de sa contribution déterminée au niveau national.

L'Accord de Paris stipule également que les pays devraient communiquer des informations sur les effets des changements climatiques et sur l'adaptation à ces changements au titre de l'article 7 de l'Accord.



l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta». Lomé a été la première à abriter lesdites assises. Le projet vise à aider les six pays dans la mise en œuvre des mesures coordonnées et conjointes en vue

d'améliorer leurs plans de gestions existants aux niveaux régional, national et local et à bénéficier des enseignements tirés des projets passés ou en cours relatifs à la réduction des risques de catastrophes et à l'adaptation au changement climatique.

Dans sa gestion intégrée à la fois des inondations et de la sécheresse, le projet développera des solutions innovantes pour la réduction des risques de catastrophes, et un système d'alerte précoce sera conçu en prenant en compte les services de sécurité civile et les autres entités privées et acteurs publics.

Les pays partageant le bassin de la Volta sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo. Ils sont soutenus par les partenaires techniques et financiers, dont le Partenariat régional de l'eau de l'Afrique de l'ouest (GPW-AO) et l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM), qui appuient l'autorité du bassin de la Volta.

Avec : AIP

35ème journée mondiale de l'habitat

Habitat et cadre de vie décent

Le Togo dresse le bilan

Jean AFOLABI

La célébration de la journée mondiale de l'habitat, chaque premier lundi du mois d'octobre ne passera pas inaperçue au Togo. Cette 35^{ème} édition placée sous le thème : « un logement pour tous ; Amélioration de l'environnement urbain », est une occasion pour



Koffi TSOLENYANU, Ministre de l'habitat et de la réforme foncière

le gouvernement togolais de faire le bilan de ses actions dans ce domaine et d'interpeller les municipalités, la société civile, les citoyens sur leurs responsabilités face au problème de l'habitat.

Depuis 2017, le gouvernement togolais a initié une série de projets relatifs aux logements inclusifs, en occurrence la création du fond spécial pour le développement de l'habitat, l'adoption des lois réglementant les professions

d'architecte, d'urbaniste, de géomètre, d'ingénieur et d'agent immobilier etc. « Le centre de la construction et de logement CCL, est doté de moyens de recherche et d'étude sur les matériaux locaux, de construction permettant d'améliorer l'habitat. La commission d'inspection des travaux de construction est créée. Plus

réalise à Lomé et à Kara. Il va bientôt démarrer à Dapaong. Le projet Eau et Assainissement au Togo (PEAT), phase 1 et phase 2 sont également une belle illustration de l'amélioration de l'environnement urbain. Et la vulgarisation en cours de la loi portant code foncier et domanial ».

Outre ces avancées, le gouvernement a acquis 139 hectares de terrain à travers sur toute l'étendue du territoire et prévoit construire environ 20 mille logements d'ici 2022.

La Journée mondiale de l'habitat célébrée chaque premier lundi du mois d'octobre à travers le monde depuis 1986 vise à approfondir la réflexion sur l'état de nos villes en rapport avec le droit fondamental à un logement décent. Il s'agit d'un événement d'envergure mondiale organisé autour d'un thème spécifique avec une série d'activités incluant la remise du prestigieux prix de l'ONU-Habitat, Scroll of Honour, qui célèbre les initiatives qui ont apporté des contributions remarquables dans divers domaines tels que la fourniture de logements, la mise en lumière du sort des sans-abri, le leadership dans la reconstruction post-conflit, le développement et l'amélioration des établissements humains et de la qualité de la vie urbaine.

« plusieurs chefs-lieux des préfectures du pays, et des villes de plus de 5000 habitants sont dotés de schéma directeur », se félicite le ministre de l'habitat et de la réforme foncière, Koffi TSOLENYANU. Et, ajoute-t-il en terme de bilan : « plusieurs chefs-lieu des préfectures du pays et des villes de plus de 5 000 habitants sont dotés de schéma directeur. Le projet d'infrastructures et de développement urbain (PIDU) se

A Vakpossito / Pour la rentrée scolaire 2020

Des cahiers pour les élèves de la commune

Jean AFOLABI

Pour permettre aux parents d'élèves de préparer leurs enfants pour une belle rentrée scolaire, les cadres du parti Union pour la République, dans la com-

munauté explique le parti. L'occasion d'évoquer le contexte qui a poussé le parti à venir en aide à ces parents, militants qui pourraient être fauchés par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19.

« Les cadres Unir Vakpossito se sont organisés au nom du parti Unir et au nom du Président fondateur de notre grand parti, (...) pour apporter quelques fournitures scolaires aux militants à la base qui, à leur tour, vont les distribuer dans les quar-



munauté de Vakpossito, ont fait don de cahiers et autres fournitures scolaires aux militants de la commune le jeudi 1^{er} octobre 2020. Un geste qui vise à encourager et donner du sourire à ces vaillants parents qui œuvrent pour le bien-être de leurs enfants,

« Les cadres Unir Vakpossito se sont organisés au nom du parti Unir et au nom du Président fondateur de notre grand parti, (...) pour apporter quelques fournitures scolaires aux militants à la base qui, à leur tour, vont les distribuer dans les quar-

« Les cadres Unir Vakpossito se sont organisés au nom du parti Unir et au nom du Président fondateur de notre grand parti, (...) pour apporter quelques fournitures scolaires aux militants à la base qui, à leur tour, vont les distribuer dans les quar-

Avec : www.unir.tg

Par un prêt de la BOAD / Pour la contribution aux besoins en ciment

Une nouvelle cimenterie s'implante au Togo

Jean AFOLABI

La Banque ouest africaine de développement (Boad) a accordé, vendredi 25 septembre, un crédit de 20 milliards de francs Cfa pour le financement partiel de l'implantation et l'exploitation de la Cimenterie de la côte ouest-africaine (CIMCO S.A) au Togo. Avec pour objectif la contribution à la couverture des besoins de consommation en ciment au Togo et dans la sous-région à travers l'atout géographique du port de Lomé, et de contribuer à la croissance économique du pays par l'amélioration de la compétitivité du secteur industriel et des performances du secteur des infrastructures, explique le Conseil d'administration de la Banque réuni pour sa 118^{ème} session ordinaire.

Filiale du groupe CimMetal

basé à Ouagadougou (Burkina), la société CIMCO SA, selon une annonce publiée par le Centre de formalité des entreprises (CFE), est dotée d'un capital social de 10 millions de F CFA. Basée dans la zone industrielle du Port autonome de Lomé, elle devra produire, dès 2021, environ 2,5 millions de tonnes de ciment par an.

La société a pour objet, directement ou indirectement, tant au Togo que dans les pays étrangers : la production de ciment et de clinker ; l'exploitation de toute sorte de carrière ; la recherche et exploitation de calcaire ; la gestion, transport et exportation de minerais tels le manganèse, le zinc etc. ; le transport de tout genre ; le commerce général. Et généralement toutes opérations techniques, commerciales, financières, industrielles, mobilières,

immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus spécifiés ou à tous objets semblables ou connexes complémentaires susceptibles d'en faciliter la réalisation ou le développement.

Avec son implantation, CimCo rejoint un marché togolais longtemps dominé par CimTogo, une société togolaise appartenant au groupe allemand HeidelbergCement, suivie du groupe indien Wacem (West Africa Cement). Entre-temps, rappelle le portail Togobusinessnews.com, le groupe Dangote Industries Limited a signé aussi avec l'Etat togolais un accord pour la production de ciments dans une nouvelle cimenterie à capacité annuelle de 1,5 millions de tonnes.

Dans la programmation des ressources du Trésor public du Togo

Encore 60 milliards pour boucler l'année !

Jean AFOLABI

En plus des 573,703 milliards de francs Cfa réalisés en 3 trimestres de titres publics par adjudication sur le marché financier de l'Union monétaire et économique ouest africain (Uemoa), le Trésor public du Togo envisage de lever 60 autres milliards de francs au cours de ce quatrième et dernier trimestre de l'année. C'est ce qui ressort du calendrier provisoire des émissions publiques au titre des trois derniers mois de 2020. Il se présente comme suit : deux

Obligations assimilables du Trésor (OAT) cumulés de 5 ans et 7 ans pour un total de 25 milliards, le 23 octobre prochain ; une émission d'Obligations d'une maturité de 5 ans le 13 novembre de 15 milliards ; et une émission de Bons assimilables du Trésor (BAT) de 12 mois, d'un montant de 20 milliards le 27 novembre.

Sans considération des succès éventuels des futures émissions - ce qui est le cas du Togo ces derniers mois -, le Trésor public du pays devrait s'en sortir avec près de 634 milliards pour le finance-

ment des actions du gouvernement au titre de 2020.

Pour l'ensemble des huit (8) Etats de l'Union - Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo -, ce programme fait état d'un montant de 818 milliards qu'il est prévu de lever par voie d'adjudication, réparti comme suit : 310 milliards de bons du Trésor ; 508 milliards d'obligations du Trésor. Par mois, ces ressources sont prévues à raison de : 340 milliards en octobre, 315 milliards en novembre, et 163 milliards en décembre.

En raison de la pandémie de la Covid-19

Ethiopian Airlines sauvée par le transport de fret

Ethiopian Airlines a perdu plus d'un milliard de dollars de recettes en raison de la pandémie de Covid-19, mais elle a su se maintenir à flot en développant son activité de fret aérien, selon son PDG Tewolde Gebremariam. Dès le mois de mars 2020, tout au début de la crise sanitaire, la première compagnie aérienne du continent africain s'est adaptée pour répondre à une demande en forte hausse sur le fret aérien, lui permettant d'amortir le choc de l'arrêt du trafic passager qui a chuté de 90% dans le monde, explique le portail Air Journal.fr.

" Nous avons été très rapides, très flexibles et agiles pour déplacer nos forces et nos ressources sur le fret ", explique Tewolde Gebremariam dans un récent



entretien à l'AFP. Il rappelle qu'en temps normal, une bonne partie du fret aérien est assuré par les vols commerciaux. " Je dirais que ces interventions ont sauvé la compagnie ", ajoute celui qui dirige Ethiopian Airlines depuis près de 10 ans.

Pour ce faire, Ethiopian Airlines a fait preuve de réactivité et

d'inventivité, raconte Tewolde Gebremariam : en plus de transformer 25 appareils passagers en avions cargo, en les vidant de leurs sièges, elle a mobilisé 20 autres appareils dont elle a gardé les sièges, utilisant les ceintures pour sécuriser les colis

FOOTBALL/

La FIFA approuve le Protocole relatif aux matches internationaux

Au vu de l'évolution actuelle de la pandémie de Covid-19, le Bureau du Conseil de la FIFA a approuvé jeudi le document intitulé *Retour au football - Protocole relatif aux matches internationaux*, publié à l'intention des 211 associations membres de la FIFA et des six confédérations.

Hervé A.

"Ce protocole, précise la FIFA est le fruit d'une vaste consultation avec les six confédérations et les représentants des parties prenantes ; il offre d'importantes garanties pour la santé et la sûreté des joueurs et des officiels tout en facilitant un retour au jeu et l'octroi d'exemptions, le cas échéant."

Le protocole de la FIFA permet le recours à des protocoles équivalents, comme ceux élaborés par les confédérations et déjà mis en œuvre avec succès lors de matches internationaux.

Une équipe de la FIFA a été spécialement constituée pour fournir une assistance pratique et aider les organisateurs de matches à coordonner leurs opérations et mettre en œuvre le protocole.

Conformément aux recommandations émises par l'Organisation mondiale de la Santé, le protocole de la FIFA définit un ensemble de mesures préventives qui doivent être mises en œuvre dans le cadre des matches et sur tous les sites officiels :

Contrôles et tests de dépistage

stricts des joueurs, délégués et officiels, hygiène des mains

Hygiène respiratoire, distanciation physique, hygiène et nettoyage, sensibilisation aux risques et communications afférentes, définition et recherche des contacts, gestion des personnes atteintes du Covid-19, des symptômes et de leurs contacts, responsabilité de gestion et planification.

Le protocole de la FIFA contient des directives de mise en application opérationnelle couvrant de nombreux aspects comme la logistique, les opérations de match, les médias et la diffusion, la main d'œuvre ou encore le retour des spectateurs.

Accent mis sur la compétition Mondial 2022™

La mise en œuvre du protocole de la FIFA lors des qualifications de la Coupe du Monde de la FIFA 2022™ a imposé l'amendement du règlement de la compétition, qui intègre désormais la possibilité pour les équipes participantes d'avoir recours à cinq remplacements par match.

Le bureau du Conseil de la FIFA a également approuvé plusieurs amendements temporaires au Ré-



glement du Statut et du Transfert des Joueurs. Par cette décision, le Bureau a pris en considération le rôle que jouera le protocole de la FIFA en matière d'atténuation des risques liés au Covid-19, ainsi qu'auprès des autorités compétentes en ce qui concerne l'obtention des exemptions pour les délégations sportives effectuant des déplacements internationaux dans le cadre de matches disputés par leur équipe nationale.

Ces amendements temporaires s'appliquent à toutes les fenêtres internationales du football masculin, du football féminin et du futsal prévues d'ici à la fin de l'année 2020.

Tous les matches internationaux organisés durant ces fenêtres doivent appliquer le document "Retour au football - Protocole relatif aux matches internationaux" ou un protocole équivalent élaboré par la confédération concernée et conforme audit protocole.

La FIFA, conjointement avec les confédérations et les associations membres, continuera de surveiller la situation, notamment les politiques de voyage et de quarantaine des autorités compétentes concernées par les prochains matches internationaux.

Enfin, la FIFA appelle l'ensemble des associations membres, des clubs et des joueurs à collaborer dans un esprit de solidarité, à partager les informations et à accepter des compromis pour le bien de toutes les parties concernées et ce, dans le cadre réglementaire temporaire qui vient d'être adopté.

Football

Un atelier novateur donne le ton avant la reprise des compétitions

En prélude à la reprise des compétitions continentales, la CAF a organisé, du 29 septembre au 1er octobre 2020, un atelier en ligne sur les licences de club et les stades dans le but de discuter avec les parties prenantes des éléments clés de l'organisation du jeu dans les prochains mois.

Organisé par vidéoconférence, l'atelier a réuni des secrétaires généraux et des responsables des licences de club des Associations Membres afin d'échanger des idées et partager des connaissances.

Le Secrétaire Général Adjoint de la CAF, Anthony Baffoe, a décrit l'atelier comme "une étape très importante" pour le redémarrage des compétitions, après des mois sans activité en raison de la pandémie de COVID-19.

"Si nous voulons développer nos ligues, nous devons envisager sérieusement la licence de club", a-t-il déclaré.

Nous voulons aider nos Associations Membres dans la mise en œuvre et le développement du système. La licence de club est obligatoire et la CAF supervisera son processus d'implémentation.

"Nous venons de lancer un programme pour le développement des ligues avec le soutien d'UEFA Assist afin de professionnaliser nos clubs et ligues. Je vous encourage à travailler et à partager vos connaissances", a ajouté Baffoe.

Les participants ont également été informés et guidés via la nouvelle plateforme en ligne de licence de club de la CAF qui sera lancée en janvier 2021, pour la gestion et la supervision efficaces du système de licence de club.

Les dernières nouvelles concernant l'exercice d'inspection des

stades lancé en février dernier ont été présentées aux AMs, soulignant ainsi toute l'importance de disposer de sites normalisés pour la sûreté et la sécurité de toutes les parties prenantes.

Des présentations - sur le règlement des licences de club de la CAF, les règlements et exigences des stades de la CAF et sur le statut des ligues nationales dans les Associations Membres - se sont succédées.

Il faut également noter la participation de la FIFA à cet important atelier en faveur du football professionnel.

SENEGAL

Aliou Cissé ouvre sa sélection à six nouveaux

Pour le retour sur les aires de jeu, le sélectionneur du Sénégal, Aliou Cissé, le sélectionneur national a convoqué 25 joueurs parmi lesquels six nouveaux qui vont porter pour la première fois le maillot frappé de la tête de Lion pour les matches de préparation contre le Maroc du 9 octobre et celui contre la Mauritanie du 13 du même mois.

Si la première rencontre contre les Lions de l'Atlas aura lieu à Rabat au Maroc, le derby zonal contre les Mourabitounes de la Mauritanie a été programmé au Stade Lat Dior de Thiès à 70 km de Dakar.

Dans la liste des six nouveaux, on note au moins un joueur par ligne : il s'agit du gardien du RC Stras-

bourg (France), Bingourou Kamara, du défenseur Ousseynou Ba (Olympiakos, Grèce), des milieux de terrain Joseph Lopy (FC Sochaux, France) et Pape Cheikh Diop (Dijon, France) et des attaquants Mame Baba Thiam (Fenerbahçe, Turquie) et Boulaye Dia (Reims, France).

Nés en France de parents sénégalais, le gardien strasbourgeois Kamara et l'attaquant de Reims, Boulaye Dia n'ont cessé dans des entretiens avec la presse de signifier leur ambition de rejoindre la Tanière des Lions de la Téranga.

Ancien international U20 et U23, Joseph Lopy, un ancien de l'institut Diambars qui évolue au FC So-



chaux va connaître aussi son baptême de feu avec les A lors de ces deux rencontres internationales.

En plus des nouveaux, on peut citer dans cette liste, deux revenants à savoir le gardien Clément Diop (Impact Montréal, Canada) et Opa

Nguette (Metz, France) dont les dernières sorties avec les Lions datent des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018.

Pour le reste, ce sont des joueurs connus chez les vice-champions d'Afrique 2019.

Une cagnotte exceptionnelle de 100 000 dollars

World Triathlon (ex ITU) se projette déjà sur l'année 2021. Réuni en fin de semaine passée, son comité exécutif a donné son feu vert à une première série de compétitions internationales pour la prochaine saison.

Les World Series feront étape en Chine, à Chengdu, les 1er et 2 mai 2021, pour une épreuve où les athlètes s'affronteront sur le format du sprint. Plus tard dans le mois, l'élite mondiale se déplacera au Japon, pour une étape de la Coupe du Monde à Osaka (8 et 9 mai), puis une compétition des World Series le week-end suivant à Yokohama (15 mai).

Retour en Europe au mois de juin, avec une étape des World Series les 5 et 6 juin à Leeds (Angleterre), sur un parcours inédit. Le programme complet de la saison 2021 sera annoncé dans les prochaines semaines. Il sera plus dense que jamais, avec les Jeux de Tokyo, puis les Grandes Finales à Edmonton, les Jeux paralympiques, les championnats du monde à Almere, et enfin les Mondiaux de sprint et relais aux Bermudes.

Au cours de la même réunion, le comité exécutif de World Triathlon a approuvé le principe d'une cagnotte exceptionnelle de 100 000 dollars pour l'année en cours. Destinée à minimiser l'impact financier du COVID-19, elle sera divisée à parts égales entre les 50 premiers hommes et les 50 premières femmes au classement mondial au terme de la saison 2020.

La Côte d'Ivoire inaugure son nouveau stade olympique

La Côte d'Ivoire a inauguré samedi 3 octobre 2020 son nouveau stade olympique de 60.000 places, construit à Ebimpe, en périphérie d'Abidjan, en vue de la Coupe d'Afrique des Nations de football de 2023.

La cérémonie d'inauguration, avec un grand spectacle de danse et musique, s'est déroulée en présence de 50.000 personnes, selon l'organisation, dont le président ivoirien Alassane Ouattara.

Le président s'est dit "fier et heureux de cette coopération sino-ivoirienne" pour "ce joyau architectural".

Le stade d'Ebimpe est le plus grand stade de Côte d'Ivoire, détrônant le stade Houphouët-Boigny situé dans le centre d'Abidjan. Il accueillera le match d'ouverture et la finale de la CAN 2023.

Bâti sur 20 hectares, le stade olympique est un édifice plongé dans une magnifique verdure. Il a 61 m de hauteur et comporte trois niveaux. Il peut accueillir 60 000 spectateurs. Ses travaux ont été exécutés en près de quatre ans.

La construction de cette infrastructure vise aussi à valoriser la zone d'Anyama, en périphérie nord de la capitale économique ivoirienne.

Thomas Bach s'adresse à la famille olympique

A défaut de voyager dans le monde entier, Thomas Bach multiplie les réunions en mode virtuel depuis la Maison olympique à Lausanne. Le président du CIO a réuni en visioconférence, en milieu de semaine passée, tous les membres du CIO.

Le lendemain, vendredi 2 octobre, il s'est adressé par la même voie aux présidents des comités nationaux olympiques. Il doit poursuivre son tour de table de la famille olympique ce lundi 5 octobre, avec une réunion en mode virtuel des présidents des fédérations internationales. Puis Thomas Bach présidera deux jours plus tard, mercredi 7 octobre, une nouvelle réunion de la commission exécutive du CIO.

A chaque fois, un même ordre du jour : les Jeux de Tokyo et les premières mesures présentées par Japonais pour contenir les risques de propagation du COVID-19 et simplifier les Jeux. Selon Around the Rings, les organisateurs japonais en détailleront le principe et les modalités aux 206 chefs de mission des Jeux de Tokyo 2020 à l'occasion de trois réunions virtuelles prévues à la mi-octobre. Les participants seront répartis par zones géographiques.

Six épreuves, peu de voyages

Crise sanitaire oblige, la prochaine saison internationale de patinage artistique ne ressemblera à rien de connu. La fédération internationale (ISU) en a dévoilé les grandes lignes. La série des Grands Prix, le circuit international de l'automne, proposera dans les semaines à venir une version inédite, conforme aux mesures sanitaires et aux restrictions de voyage.

Elle comptera six épreuves, mais chacun d'entre elles sera ouverte seulement aux patineurs nationaux et à ceux ayant élu résidence dans le pays de la compétition. Le circuit débutera à Las Vegas, avec Skate America (23 au 25 octobre 2020), où la participation sera essentiellement nord-américaine, mais relevée notamment par la présence sur la glace du couple russe Evgenia Tarasova/Vladimir Morozov, installé aux Etats-Unis.

Il se poursuivra avec Skate Canada, prévu du 30 octobre au 1er novembre à Ottawa, puis par la Coupe du Chine à Chongqing (6 au 8 novembre), les Internationaux de France à Grenoble (13 au 15 novembre), où sont annoncés quelques patineurs japonais, la Coupe Rostelecom à Moscou (20 au 22 novembre), et enfin le Trophée NHK à Osaka (27 au 29 novembre).

Sous les ambitions du Président Faure

DOGBÉ S'ENGAGE, TSÉGAN S'IMPATIENTE

Le PND révisé comme socle de l'action gouvernementale :

- **renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix ;**
- **dynamiser la création d'emplois ; et**
- **moderniser le Togo et renforcer ses structures**

Late Pater

La Cheffe du gouvernement ne pouvait pas agir en marge des ambitions du Président Faure Gnassingbé ; le régime politique togolais est ainsi voulu et conçu. Elle l'a bien réitéré lors de la Déclaration de politique générale du gouvernement devant les députés, le 2 octobre 2020. C'était l'occasion pour la Première ministre, Mme Sidémého Victoire Tomégah-Dogbé, de prendre à son tour des engagements dans le strict parallélisme avec la version révisée du Plan national de développement (PND 2018-2022) mis en place par le réélu du 22 février 2020. Laquelle révision a déjà permis de dégager trois axes : renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix ; dynamiser la création d'emplois ; et moderniser le Togo et renforcer ses structures.

Sur cette base, voici les engagements pris par Mme Tomégah-Dogbé à travers le programme gouvernemental qui a reçu l'approbation des députés.

Le social restera un pari à gagner. Ainsi, l'identification biométrique de tous les Togolais et de ceux qui résident au Togo ira jusqu'au bout. Ce projet doit être déployé en 2021 et consiste à attribuer un numéro d'identification unique (NIU) à toute personne physique togolaise ou résident au Togo. L'Etat veut ainsi s'assurer de l'efficacité des projets/programmes destinés à une population cible ou encore mettre en place de nouveaux services sociaux comme la couverture maladie universelle et la digitalisation de l'état civil, par exemple. Et justement, le registre social unique sera mis en place dans le but d'améliorer le ciblage transparent de tous les bénéficiaires des programmes sociaux. De même, le nouvel Exécutif promet des programmes spécifiques pour les quartiers historiques et populaires et les zones péri-urbaines.

Dans le secteur de la santé, le gouvernement ambitionne d'assurer l'accès universel aux soins de santé à travers la mise en place d'une assurance maladie pour tous, la modernisation et l'équipement des structures sanitaires, l'amélioration des soins de santé qui seront gratuits pour les femmes enceintes et le rapprochement des formations sanitaires des populations. «L'engagement du Chef de l'Etat sera tenu selon des modalités qui sont à définir», promet-elle. Et d'ajouter : «notre ambition est de définir une véritable politique



Vote favorable des députés

nationale de protection sociale à travers notamment l'extension et la digitalisation des mécanismes de filets sociaux et de protection social comme le Fonds national de la finance inclusive, les transferts monétaires et les cantines scolaires». Pour soutenir tout ceci, le programme Novissi – déclenché pour soulager les personnes économiquement affectées par le coronavirus – va être évalué et servira de marqueur.

Ce n'est pas un secret que le système éducatif est caractérisé par une montée galopante des effectifs, entraînant une surpopulation par rapport aux nombres limités des places prévues. Aussi, pour les besoins des formations pratiques, concrètes et adaptées au marché de l'emploi, au profit de la jeunesse, Mme Tomégah-Dogbé veut-elle résoudre les problèmes d'insuffisance de salles de classe, résorber le déficit en personnel enseignant et garantir l'adéquation formation-emploi. A ce titre, un programme de construction de salles de classe sera lancé sur toute l'étendue du territoire ; la construction des Instituts en alternance pour le développement (IFAD) va être poursuivie pour avoir 10 IFAD dans les cinq années à venir. Ce qui justifie le regroupement de l'ensemble des départements en charge de l'éducation et de la formation. Dans le Supérieur, trois collèges universitaires seront construits.

Officiellement, le taux d'accès à l'eau est passé de 25% à 57% entre 2005 et 2019 alors que, en électricité, 485.543 ménages y ont désormais accès contre moins de 150.000 il y a quelques années. La Première ministre veut accrocher un taux de desserte de 85% en eau potable dans les centres urbains et les zones rurales et porter l'électricité à 75%, en s'appuyant sur l'énergie propre. Sans toutefois donner un délai qui permettra de la juger à l'acte.

On n'ose plus oublier les jeunes dans les discours officiels depuis qu'on en forme assez sans avoir les moyens de les absorber. Ce n'est pas propre au Togo où on pousse plus à l'auto-emploi. Devant

l'Assemblée nationale, Mme Tomégah-Dogbé rappelle encore la promesse de Faure Gnassingbé de faciliter l'accès au financement aux très petites et moyennes entreprises. Un accès qui sera élargi aux acteurs culturels, artistiques, touristiques et sportifs. Et paradoxe, malgré tout le tintamarre d'un passé trop récent qui contraste avec la désolation autour des tracteurs remis aux paysans, la nouvelle locataire de la Primature promet encore de rendre le secteur agricole «rémunérateur et attractif pour notre jeunesse à travers l'approfondissement de sa transformation, en y introduisant plus de mécanisation». Toujours en lien avec l'agriculture, «nous devons poursuivre et accélérer le désenclavement de nos localités afin de garantir l'accès aux marchés aux agriculteurs et réduire les facteurs de fracture territoriale». Ainsi, on annonce un projet spécifique d'extension,

d'aménagement et de renforcement de pistes rurales (4.000 km de pistes).

Concomitamment, la nouvelle équipe gouvernementale ressasse d'autres idées déjà dites : renforcer et moderniser l'exploitation du Port autonome de Lomé ; dédoubler la route nationale N°1 en rapprochant encore plus Lomé de Ouagadougou, Niamey et Bamako ; maximiser et capitaliser l'économie bleue en articulant la protection côtière et le développement économique pour toutes les activités liées aux ressources aquatiques. Enfin, l'industrie et la transformation des ressources naturelles et agricoles constituent l'autre pilier économique. Dans ce sens, Mme Tomégah-Dogbé veut densifier le tissu industriel et faire «produire au Togo ce dont nous avons besoin et que nous souhaitons exporter». Et elle a un œil sur la future plateforme industrielle d'Adéticopé qui en sera le fer de lance.

La Première ministre ne s'imagine pas seule sur la route. «J'invite notre administration et nos populations à une transformation profonde de nos manières de travailler. Nous devons être au service les uns des autres. Etre dans une posture vis-à-vis des populations que nous servons», a-t-elle lancé. C'est



Le PR, Faure E. Gnassingbé et la PM, Victoire S. Dogbé (archives)

la gouvernance concertée, prônée avant elle, qui va passer par une digitalisation des services publics. Encore qu'il faut régler le problème de connexion (mauvaise qualité et cherté) dont se plaignent les Togolais. Mme Tomégah-Dogbé le sait : «cela ne sera possible que si nous garantissons une couverture réseau internet fixe et mobile de qualité, fiable, partout et pour tous».

Belle feuille de route en intentions ! Il va falloir la financer. Pour cette cause, comme pour le PND lui-même, Mme Tomégah-Dogbé mise sur la contribution du privé même si le volet «Développement du Secteur Privé» a disparu des portefeuilles du ministre chargé du Commerce, dans la nouvelle architecture gouvernementale. Des préalables existent, pour attirer l'investissement privé : concrétiser enfin l'opérationnalisation effective de l'Agence nationale de la promotion

des investissements et de la zone franche (API-ZF) ; bien gérer les ressources propres du pays. Les progrès sont bien réels en la matière.

Au-delà de tout, le Togo ne saurait brader ce qui lui est plus cher : la paix. Mme Tomégah-Dogbé en a parlé et porte une promesse renouvelée : «tout ceci ne sera possible que si nos principaux atouts que sont la paix, la sécurité et la stabilité sont préservés. Nos forces de défense et de sécurité jouent un rôle essentiel dans le maintien de notre environnement de paix. Nous devons leur donner les moyens nécessaires à leur mission pour les voir continuer à monter en puissance afin d'anticiper la menace terroriste et y faire face. Pour ce faire, nous soumettrons, dans les semaines à venir, une loi de programmation militaire à la représentation

(suite à la page 7)

L'Assemblée Nationale fait confiance au projet de gouvernement de Dogbé

Le nouveau premier ministre s'est sacrifié à l'article 78 de la constitution. Dame Dogbé a décliné ses intentions et le parlement lui a donné un feu vert pour la mise en œuvre de son agenda de gouvernement.

Pour la Présidente de l'Assemblée Nationale, c'est un jour nouveau pour le pays. Un nouveau jour-là pour la femme togolaise, persuadée qu'elle est, que la gente féminine est un trésor inépuisable, une source d'énergie redoutable et insoupçonnée, un puissant instrument d'éducation et de transformation de la société, socle de la préservation d'un transfert générationnel de qualité.

« Je considère leur ascension aux hautes instances comme la matérialisation de la nécessaire complémentarité des genres et des différentes couches sociales en vue de consolider les bases d'un développement harmonieux de notre nation »,

avance-t-elle à l'endroit du Premier Ministre en lui rappelant que la représentation nationale exercera dans la pure tradition républicaine, son droit régalien de contrôle de l'action gouvernementale.

Car, depuis quelques années, le Chef de l'Etat a engagé le Togo dans un vaste mouvement de transformation visant à faire de l'économie togolaise, une économie plus compétitive et plus attractive en Afrique. Selon Tségan Yawa, cette volonté de réformer, accoudée à une méthode téléologique n'a laissé aucun angle mort dans notre économie.

Plusieurs verrous ont été sautés relativement au climat des affaires, à la gestion saine des dépenses publiques, à l'amélioration du pouvoir d'achat, bref à la recherche du mieux-être de nos concitoyens. « Il reste qu'au sortir de cette élection, notre pays, à l'instar des autres nations, est fatalement confronté à une crise



Yawa Tségan, la Présidente du Parlement

sanitaire sans précédent, ni comme mesure. En effet, la crise sanitaire due à la Covid-19 est venue frapper un Togo en pleine croissance, mobilisé pour atteindre les nobles objectifs du PND 2018-2022. Cette crise a aussi la particularité d'avoir perturbé nos perspectives», a-t-elle souligné.

Elle appelle à la fédération des énergies, et espérer que la situation

actuelle puisse offrir également des perspectives et des projections pour un avenir porteur d'espoir, une contribution collective qui consistera à affermir les valeurs cardinales qui soulent toute société humaine à savoir la discipline, le respect du bien public, la responsabilité citoyenne individuelle et collective, un service public de qualité.

Petits commerces

Fast-food et restaurants ambulants de plus en plus nombreux

Etonam Sossou

La prolifération des restaurants ambulants et les nouvelles formes de restaurants prêts à manger changent le mode de vie des populations au Togo

Il est 18h au quartier Adidogomé franciscain, les clients font la queue devant un fast-food. Le menu est suffisamment fourni. Chacun vient à son tour, paye à la caisse et est servi par la suite. «Je préfère

m'acheter de quoi manger dans les Fast-foods parce que je suis célibataire, et je n'ai pas de temps pour faire à manger. Lorsque je rentre du boulot, je suis fatigué et je ne peux donc pas préparer. La nourriture dans ces milieux est déjà préparée et prêt à manger», raconte Nicaise Fianté. Avec le boulot qui est stressant, la contrainte des embouteillages chaque matin, la phobie d'être en retard au travail poussent des gens à sortir tôt de

leur maison tout en négligeant le fait qu'ils peuvent aussi se faire le petit déjeuner. «Je suis obligée de faire un tour dans les cafeterias ambulants afin de me remplir la panse. Amidi j'y vais encore pour le déjeuner. Ce n'est que le week-end que je m'arrange parfois à préparer» se justifie Tina. «Cette forme de restauration se porte plutôt bien, nous vendons beaucoup. Puisque les gens s'intéressent vraiment à cela. Nous faisons des

menus variés. L'affluence est beaucoup plus en soirée», explique Valentin Yao un des vendeurs. Ces restaurants se multiplient un peu partout dans la ville de Lomé.

Une autre ambiance

08h au marché Adawlato, Gérard la trentaine entamée, et propriétaire d'un restaurant ambulant arrive. Sur un pousse-pousse savamment adapté, se trouve une bouteille et une plaque à gaz, une poêle, des plateaux d'œufs, des pâtes alimentaires, des baguettes de pain dans un sac, trois thermos remplis d'eau chaude, des tasses de café pour le service, du nescafé en sachet, du sucre, des filets de jambon et de saucisson et autres. C'est avec cet arsenal que le commerçant ambulant satisfait ses clients chaque matin en les faisant des omelettes et tasses de café, des rôtis. «Chaque jour j'arrive



très tôt le matin pour servir le petit déjeuner aux commerçants avant qu'ils ne commencent leurs déballages. Avant 12h, j'ai déjà fini et je rentre chez-moi me reposer. Je fais ce métier depuis 06 ans, c'est avec cela que je nourris ma petite famille», explique le jeune commerçant. Une fois arrivée, c'est l'affluence, c'est les querelles, c'est les disputes entre clients.

Chacun voulant être servi en premier lieu. «J'ai passé ma commande le premier» exige un des clients. «Je suis encore célibataire, je n'ai pas de femme pour me faire le petit déjeuner chaque matin. En plus je n'ai pas assez d'argent pour aller dans un restaurant pour qu'on me fasse à manger», regrette Komlan, un commerçant.

Covid-19/Afrique

Améliorer l'accès aux soins de santé et la protection du personnel sanitaire

Le PERC, un consortium d'organisations mondiales de santé publique et d'entreprises du secteur privé, notamment l'OMS et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), a indiqué dans un nouveau rapport sur la Covid-19 en Afrique, que près de la moitié des personnes interrogées, ont déclaré avoir renoncé aux soins habituels pendant la pandémie. Le dernier rapport du PERC, le deuxième de sa série « Utiliser les données pour trouver un équilibre » (Using Data to Find a Balance), s'appuie ainsi sur une enquête menée auprès de plus de 24.000 adultes dans 18 États membres de l'Union africaine, ainsi que sur des données sociales, économiques et épidémiologiques provenant de plusieurs sources. Jusqu'à 70 % des personnes interrogées ont déclaré avoir rencontré des problèmes d'accès à la nourriture pendant la semaine précédente, et le même pourcentage de personnes interrogées ont déclaré gagner moins d'argent que l'année dernière à la même époque. Malgré tout, le respect des MSPS est resté fort, et 85 % des personnes interrogées ont déclaré avoir porté un masque de protection au cours des sept jours précédents, souligne le rapport.

Parmi les participants à l'enquête

qui ont eu besoin de soins de santé pendant la pandémie, près de la moitié ont déclaré avoir sauté ou retardé des soins, parmi ceux qui ont eu besoin de médicaments, près de la moitié ont déclaré avoir eu plus de difficultés à les obtenir. Les services de soins de santé les plus souvent retardés ou omis ont été les examens de contrôle, suivis par les soins pour la malaria, le diabète, les problèmes cardiovasculaires, les soins prénataux et les soins aux enfants de moins de 5 ans. La plupart des personnes interrogées se sont déclarées favorables à la réouverture de leurs économies nationales, mais elles ont également fait part de leur forte anxiété face à la reprise des activités normales. Les données indiquent que la Covid-19 est considérée comme une menace sérieuse, mais que pour beaucoup, les besoins économiques l'emportent sur l'inquiétude de contracter le virus. «Les États membres de l'Union africaine ont fermement réagi à la Covid-19», a déclaré le Dr John Nkengasong, directeur des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies. Il estime ainsi que les données présentées dans le nouveau rapport du PERC vont permettre aux décideurs de ne pas se fixer uniquement sur le nombre de cas de Covid-19 et de pren-

dre plutôt en compte la santé et le bien-être d'une façon plus globale et d'adapter les mesures d'intervention en conséquence.

Dans ce sens, le rapport du PERC appelle les gouvernements et les organisations d'aide internationale à agir rapidement afin de rétablir l'accès aux services de santé pour les soins qui ne concernent pas la Covid-19 et pour reconstruire la demande publique de services. Ainsi, l'organisation livre aux gouvernements africains une série de recommandations à savoir donner la priorité au «coïncage» du virus, en garantissant un approvisionnement adéquat en kits de dépistage et en réactifs pour identifier les cas positifs, en traçant les contacts étroits de ceux-ci et en isolant les cas, plutôt que de se fier à un confinement de grande envergure

L'organisation a fortement recommandé aux gouvernements africains de protéger le personnel sanitaire en établissant des protocoles pour la Covid-19, en augmentant la disponibilité des équipements de protection individuelle et la formation sur la prévention et le contrôle des infections, puis encourager les gens à se faire soigner dans des services de santé qui n'ont pas de lien avec la Covid-19 en impliquant les dirigeants communautaires dans le processus.

Sous les ambitions du Président Faure

DOGBÉ S'ENGAGE, TSÉGAN S'IMPATIENTE

(suite de la page 6)
nationale».

Autres engagements : préserver l'environnement et anticiper les crises environnementales futures ; améliorer l'efficacité du système judiciaire en s'appuyant résolument sur le digital ; poursuivre la consolidation de l'Etat de droit et la protection des libertés individuelles...

«Dans les tous prochains jours, le gouvernement s'attachera à détailler la déclaration de politique générale en lettres de mission ministérielles, structurées,

opérationnelles et intégrées dont la mise en œuvre sera suivie au travers d'un dispositif de gouvernance recentré. Chaque membre du gouvernement sera redevable de la mise en œuvre de sa feuille de route qui concourra à la réalisation de l'ambition et de la vision du Chef de l'Etat». Et, en plus, Mme Tomégah-Dogbé rêve de briser le mal congénital de la lenteur dans la gestion des affaires publiques. Elle «prend l'engagement de travailler toujours, avec plus d'efficacité, plus de méthode, plus de célérité, et dans la rigueur, pour la recherche

permanente de solutions aux préoccupations quotidiennes des Togolais». Attendons de voir.

A la fin du vote à l'unanimité des députés, la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Tségan Yawa, écrit sur sa page twitter : «La représentation nationale est impatiente de travailler avec le gouvernement pour approfondir les questions d'intérêt national. Le Parlement exercera, dans la pure tradition républicaine, outre le vote de la loi, son droit régalien de contrôle de l'action gouvernementale».

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°614
de LOTO KADOO du 25 Septembre 2020

La LONATO a procédé Vendredi dernier à son siège au 615^e tirage de LOTO KADOO avec bonus.

Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, C'est à LOME, NOTSE et BADOU que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots. Dans les autres villes du pays, ce sont essentiellement des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

A LOME, nous avons dénombré quatre lots de 1.000.000F CFA gagnés sur les points de vente 6900, 30145, 90212.

A NOTSE, il a été recensé un gros lot de 1.250.000F CFA remporté auprès de l'opérateur 20222.

A BADOU, la LONATO a répertorié un gros lot de 1.250.000F CFA sur le point de vente 20101.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°615 de LOTO KADOO du 02 Octobre 2020

Numéro de base

Numéros bonus

25 21 20 01 86 54 50

LOTO SAM

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°170
DE LOTO Sam du 26 Septembre 2020

Le tirage N°171 du LOTO Sam a eu lieu Samedi 03 Octobre 2020 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Samedi dernier, C'est à NOTSE et à SOTOUBOUA que des gagnants de gros lots ont été dénombrés. Dans les autres villes du pays, ce sont de nombreux lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont fait le bonheur des parieurs.

Ainsi, à SOTOUBOUA, il a été recensé un gros lot de 1.500.000F CFA gagnés auprès de l'opérateur 10321.

A NOTSE, la LONATO a répertorié trois gros lots de 1.668.000F CFA remporté sur le point de vente 20230.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°171 de LOTO SAM du 03 Octobre 2020

Numéro de base

07 86 42 27 72



SPÉCIALE PROMO

Togocel LEGEND⁺



À **5900** FCFA
seulement
~~8000 F~~



Double SIM



Radio FM,
MP3 MP4



Slot microSD
jusqu'à 8Go

Promo valable du 28 septembre au 27 octobre 2020. Téléphone disponible en agence Togocom et dans les points de vente agréés dans la limites des stocks disponibles